



ARRETE DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

Le Maire de 01480 JASSANS-RIOTTIER

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4 et L3221-5,

VU le code général de la propriété des personnes publiques,

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L. 112.1 et suivants et R 121.1

et suivants,

VU les articles L. 126.1 et R. 126.1 du code de l'urbanisme,

VU l'état des lieux,

VU la demande réceptionnée en mairie en date du 20 juillet 2021, par laquelle Monsieur SARDA Serge, Représentée par le Cabinet COMBECAVE GEOMETRE 662, rue des Jonchères, Bât 4 - 69730 GENAY sollicitant l'alignement du domaine public au droit de sa propriété cadastrée AO 107 et AO108, sise Le Devais à Jassans-Riottier (01480), sur la rue du Devais située à Jassans-Riottier

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement

Sur la rue du Devais, commune de Jassans-Riottier, l'alignement de la voie sus mentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par un alignement de fait (limite cadastrale-clôture) tel qu'indiqué sur le plan joint au Procès-verbal référence 21082 concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques en date du 19 juillet 2021 dressé par le Cabinet COMBECAVE GEOMETRE et annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de 1 an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

ARTICLE 5 - Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à JASSANS-RIOTTIER, le 20 juillet 2021

Le Maire,
Jean-Pierre REVERCHON



Diffusion

Le bénéficiaire pour attribution

La commune de Jassans-Riottier pour affichage et/ou publication

Annexe

Procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques du 19/07/2021